MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

BRÈVES ÉCONOMIQUES
Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Economique Régional de Mexico
En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 27 février 2025

Le Mexique a attiré un niveau record de 36,9 Mds USD d'investissements directs étrangers (IDE) en 2024, soit une hausse de 2,3 % g.a. selon la Banque centrale du Mexique (Banxico).

LE CHIFFRE A RETENIR

36,9 Mds USD

Montant des IDE reçus par le Mexique en 2024

Cette performance intervient alors que les nouveaux investissements ont chuté de 34 % sur un an, ne représentant plus que 9 % du total des flux entrants, tandis que le réinvestissement des bénéfices a atteint 78 % des IDE totaux.

Les États-Unis restent le premier investisseur au Mexique, avec 45 % des capitaux, suivis du Japon (12 %) et de l'Allemagne (10 %). La capitale Mexico capte la plus grande part des investissements (39 %), tandis que le secteur manufacturier concentre plus de la moitié des flux (54 %), notamment l'industrie automobile.

Cependant, le contexte politique actuel aux États-Unis, marqué par le retour de Donald Trump à la présidence, suscite des inquiétudes quant à l'avenir des relations économiques bilatérales. La future mise en œuvre des politiques protectionnistes pourrait nuire à l'attractivité du Mexique pour les IDE, en perturbant les chaînes d'approvisionnement et en augmentant les incertitudes pour les investisseurs.

Mexique

Conjoncture macroéconomique

Initialement reporté d'un mois en échange de mesures renforcées sur le contrôle des flux migratoires et du fentanyl, les États-Unis pourraient finalement appliquer un droit de douane de 25 % sur les importations du Mexique et du Canada à partir du 2 avril. Cette décision a été confirmée par D.Trump ce mercredi 26 février ; ce dernier estimant que les États-Unis subissent un traitement commercial inéquitable de la part de leurs partenaires nord-américains. Toutefois, des incertitudes demeurent quant à l'application des mesures : il n'a pas précisé si ces tarifs s'ajouteraient aux droits de douane réciproques en discussion ou s'ils seraient intégrés dans un programme plus large en préparation au sein du Département du Commerce. En parallèle, D. Trump a annoncé vouloir imposer des droits similaires sur certains produits européens, évoquant notamment les importations de véhicules, de bois, de semi-conducteurs et de médicaments. Cette annonce pourrait aggraver les tensions commerciales, alors que le Mexique et le Canada cherchent encore à obtenir un nouvel assouplissement avant l'entrée en vigueur des mesures. Dans ce contexte, la présidente mexicaine Claudia Sheinbaum pourrait prochainement se rendre aux États-Unis pour défendre les intérêts économiques du pays et discuter des enjeux de sécurité avec l'administration américaine.

Le président américain Donald Trump a signé un décret ordonnant au Département du Commerce d'examiner la possibilité d'imposer des droits de douane sur le cuivre, ce qui pourrait affecter le Mexique, qui vend chaque année environ 125 M USD de cuivre raffiné et d'alliages aux États-Unis (31 % des ventes totales mexicaines) et se positionne comme son troisième fournisseur. L'enquête sera menée en vertu de l'article 232 de la loi sur l'expansion du commerce (*Trade Expansion Act*), qui donne au président le pouvoir d'imposer des restrictions commerciales pour des raisons de sécurité nationale. Les autorités américaines entendent lutter contre le *dumping* et la surcapacité sur les marchés mondiaux qui auraient selon elles affecté la production nationale de cuivre aux États-Unis, rendant les systèmes d'armement et d'autres produits essentiels dépendants des importations. Le secrétaire d'Etat au Commerce, Howard Lutnick, a déclaré dans un communiqué que l'action porterait également sur les produits qui contiennent du cuivre. Les États-Unis ont consommé environ 1,6 M de tonnes de cuivre raffiné en 2024, selon l'US Geological Survey, et les importations nettes de cuivre représenteraient 36 % de la demande de ce métal qui est utilisé dans tous les domaines, du câblage électrique aux panneaux solaires. Bien que les États-Unis soient l'un des principaux producteurs de ce métal, avec une production de quelque 850 000 tonnes de cuivre primaire en 2024, ils restent dépendants des importations de leurs principaux fournisseurs, le Chili (38 % des importations totales), le Canada (28 %) et le Mexique (8 %). Les données du ministère de

l'Economie indiquent que le Mexique concentre ses ventes annuelles de cuivre et d'alliages raffinés vers quatre pays : la Chine (41 % des ventes ; 164 M USD), les Etats-Unis (31 % ; 125 M USD), le Panama (17 % ; 67 M) et le Vietnam (10 % ; 39 M USD). Pour rappel, ces droits de douane sur le cuivre, dernière mesure d'une série visant à imposer des taxes sectorielles afin de remodeler les chaînes d'approvisionnement mondiales, s'ajouteraient aux droits de douane de 25 % sur l'acier et l'aluminium qui devraient entrer en vigueur le 12 mars, ainsi qu'aux droits de douane de 25 % sur le Mexique et le Canada qui pourraient être effectifs dès le 2 avril.

Le consensus de marché mesuré par l'enquête de Citi prévoit un taux de croissance de 0,9 % pour 2025, prévision en baisse de 0,1 point de pourcentage par rapport à l'enquête du mois précédent. Cette projection reste supérieure à la prévision de la Banque centrale du Mexique (Banxico), qui a été revue à la baisse la semaine dernière, à 0,6 %. Ces deux estimations sont loin de la performance attendue par ministère des Finances et sur laquelle repose le budget 2025, qui se situe entre 2 et 3 %. Pour rappel, l'économie a progressé de 1,2 % en 2024 selon les données de l'Institut National de Statistiques et de Géographe (INEGI), ce qui représente la performance la moins dynamique depuis 3 ans. Cette performance est en outre inférieure à celle prévue par l'INEGI il y a 20 jours (estimation opportune à 1,3 % g.a.) ; au dernier consensus de marché pour 2024 de l'enquête de Citi (1,5 %) ; et aux prévisions finales des organisations internationales telles que le FMI (1,8 %) et la Banque mondiale (1,7 %). Les dernières révisions à la baisse des taux de croissance pour 2024 et 2025 prennent notamment en compte la faible performance enregistrée au dernier trimestre de l'année dernière (-0,6 % g.t.).

L'inflation aurait rebondi à 3,74 % g.a. au cours de la première quinzaine de février d'après l'Institut National de Statistiques et de Géographie (INEGI), mais reste dans la fourchette cible de la Banque centrale du Mexique (3 % ± 1). L'inflation sous-jacente, qui élimine de son calcul les prix des biens les plus volatils, aurait présenté une légère accélération au cours des 15 premiers jours de février, s'établissant à 3,63 % g.a. (contre 3,61 % g.a. la quinzaine précédente). En son sein, les marchandises ont enregistré une hausse des prix de 2,74 % g.a. tandis que l'inflation des services, qui reste persistante, se serait établie à 4,62 % g.a. L'accélération de l'inflation par rapport à la quinzaine précédente (3,48 % g.a.) serait principalement due à un rebond de l'inflation non sous-jacente (3,98 % g.a. contre 3,09 % g.a. la quinzaine précédente), tirée à la hausse par les produits agricoles (+3,31 % g.a.) et plus particulièrement par les produits de l'élevage (+10,40 % g.a.) tandis que les prix des fruits et légumes ont enregistré une baisse notable (-6,25 % g.a.). Le ralentissement de l'inflation, qui a réintégré la fourchette cible de la Banque centrale (Banxico) en janvier 2025 (3,59 % g.a.), a donné à Banxico une marge de manœuvre plus importante pour continuer à réduire son taux d'intérêt (-50 pdb en février, portant le taux de politique monétaire à 9,50 %). Les analystes prévoient une poursuite des baisses de taux significatives malgré un contexte d'incertitudes en lien avec la politique monétaire américaine, la Fed ayant mis en pause son cycle d'assouplissement monétaire en janvier dans un contexte de rebond de l'inflation

américaine. Pour rappel, la prochaine décision de politique monétaire mexicaine est prévue pour le 27 mars.

La balance courante du Mexique a affiché un déficit de 5,9 Mds USD en 2024, représentant 0,3 % du PIB selon la Banque du Mexique (Banxico). Il s'agit du quatrième exercice consécutif en déficit, marquant une détérioration de 6,6 % par rapport à 2023. Cette situation s'explique par la réduction de l'excédent des exportations hors hydrocarbures et l'augmentation du déficit de la balance des revenus primaires, liée notamment aux paiements d'intérêts à l'étranger du secteur public et privé. Toutefois, ces déséquilibres ont été en partie compensés par une diminution des déficits des services et des hydrocarbures ainsi qu'un excédent de 64 Mds USD de la balance des revenus secondaires, porté par des envois de fonds record en provenance des travailleurs expatriés (+2,3 % g.a.). La balance financière a, quant à elle, enregistré un excédent de 3,5 Mds USD, intégrant une hausse des réserves internationales et des flux d'investissement direct étranger. Toutefois, l'incertitude économique et la volatilité des marchés ont entraîné des sorties de capitaux, notamment dans le secteur obligataire et boursier. A noter également, un ajustement positif de 2,6 Mds USD a été observé dans la rubrique des erreurs et omissions selon Banxico.

Sectoriel

Alibaba Cloud ouvre son premier centre de données au Mexique, à Quérétaro. Cette ouverture pourrait permettre un meilleur accès aux technologies de pointe pour les entreprises opérant au Mexique ainsi que la création d'emplois spécialisés, tout en participant à la stratégie de développement en Amérique latine du groupe Alibaba. L'investissement d'Alibaba se justifie également par la montée en puissance du volume de données hébergées et la volonté de développer l'intelligence artificielle. Cette nouvelle a été accueillie positivement par le secrétariat de Développement Durable de l'Etat de Quérétaro (SEDESU) qui estime que cet investissement bénéficiera aux entreprises locales et mondiales, et améliorera la chaîne de valeur dans des secteurs comme la manufacture, la logistique, la technologie financière (*fintech*) et le e-commerce. Alibaba Cloud compte également mettre en place des programmes pour améliorer l'écosystème digital mexicain comprenant des alliances avec des universités et des institutions locales pour former la nouvelle génération au Cloud et à l'IA ; et un soutien aux PME pour améliorer leur compétitivité par l'adoption de nouvelles technologies.

Netflix annonce investir 1 Md USD sur 4 ans pour la production de séries et de films au Mexique. L'objectif de l'entreprise est de s'appuyer sur des entreprises locales afin de faire grandir l'industrie cinématographique mexicaine et favoriser la création d'emplois dans tout le pays. Cet investissement a été annoncé par Ted Sarandos, co-directeur exécutif de Netflix, le 20 février 2025 lors de l'émission quotidienne de la présidente mexicaine Claudia Sheinbaum *La Mañanera del Pueblo*. L'entreprise y a également partagé son intention de réaliser une vingtaine de productions au Mexique par an. Les activités de Netflix auraient un impact

significatif sur plusieurs secteurs de l'économie mexicaine. Ted Sarandos mentionne l'exemple du film *Pedro Paramo* qui aurait généré plus de 18,8 M USD et créé des milliers d'emplois dans divers secteurs tels que le textile, l'hôtellerie et les transports. Cet impact économique positif pourrait affecter tout le pays, au vu de la diversité des lieux de tournage des productions de Netflix au Mexique (depuis 2011 : plus de 50 lieux différents, répartis dans 25 Etats). La présidente mexicaine a insisté sur le fait que les motivations de l'entreprise de streaming ne se limitaient pas aux incitations fiscales existantes, mais surtout à la richesse culturelle du pays.

Le ministère des Infrastructures, Communications et Transports du Mexique (SICT) va investir 488,7 M USD pour maintenir 574 routes dans le pays. Selon le SICT, ces 574 œuvres seront réalisées au travers de 520 appels d'offres. Les travaux prévus se focaliseront sur la sécurité et la fonctionnalité des routes les plus empruntées. Ils consisteront ainsi principalement en l'entretien des tronçons routiers (pour 363 d'entre eux), la reconstruction de ponts (19), la signalisation horizontale (40) ainsi que la signalisation verticale et les barrières de protection (7). Un total de 149 procédures d'appels d'offres sont actuellement en cours, mobilisant 27 % des fonds (soit 131,9 M USD), déjà mis à disposition par le ministère des Finances et du Crédit public (SHCP). Il est prévu d'allouer 120, 7 M USD à 140 appels d'offres dédiés à la poursuite de travaux d'entretiens. Finalement, 23,7 M USD seront ajoutés au budget pour la reconstruction des ponts et des tronçons endommagés à la suite de l'ouragan John en 2024 dans l'Etat de Guerrero. Cette hausse du budget dédié à la reconstruction permettra de réaliser 54 travaux additionnels, concernant 21 appels d'offres.

Finances publiques

L'entreprise nationale de pétrole *Petróleos Mexicanos* (Pemex), aurait reçu un soutien de gouvernement d'un montant de 112 Mds USD depuis la réforme énergétique de 2013, soutien qui se serait établi à 16 Mds USD en 2024 (contre 22 Mds USD en 2023) d'après le Centre de recherche économique et budgétaire (CIEP). Le soutien du gouvernement se serait intensifié au cours des six dernières années atteignant le montant record de 28 Mds USD en 2021, avant d'enregistrer une tendance à la baisse malgré des niveaux qui restent importants. Pemex a reçu deux types de soutien du gouvernement, fiscal et financier, dans le but d'aider l'entreprise pétrolière, qui serait l'une des plus endettées du monde, à améliorer sa situation financière, fragile depuis plusieurs années. Le soutien fiscal accordé par les deux derniers gouvernements a consisté en des incitations fiscales, avec notamment la réduction du taux du *Derecho a la Utilidad Compartida* (DUC), l'un des impôts que Pemex payait au gouvernement et qui sera désormais remplacé par un nouvel impôt, le *Derecho Petrolero para el Bienestar*. Les *stimuli* fiscaux ont commencé à être accordés à Pemex en 2016 et ont représenté un coût de 22 Mds USD tandis que les réductions progressives du DUC qui ont débuté en 2020, faisant passer le taux de 65 % en 2019 à 30 % en 2024, auraient représenté un coût fiscal de 36 Mds USD de 2020 à 2024. Le soutien financier du gouvernement a pris la

forme d'apports en capital, qui ont totalisé 71 Mds USD, de contributions du Fonds National d'Infrastructures (Fonadin) pour un montant de 1,2 Md USD, et de soutiens financiers directs pour un montant de 4 Mds USD de 2019 à 2023.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	27/02/2025
Bourse (IPC)	-1,91%	-5,24%	53 296,71 points
Change MXN/USD	0,39%	20,05%	20,48
Change MXN/EUR	-0,19%	15,31%	21,32
Prix du baril mexicain	-5,31%	-10,52%	64,90

Amérique centrale

Costa Rica

L'agence de notation Fitch Ratings a amélioré la perspective de la note souveraine du Costa Rica de « stable » à « positive », tout en maintenant la note de BB. Selon un communiqué de l'agence, cette amélioration se baserait notamment sur la croissance économique du pays, de 4,3 % en 2024, tirée par la consommation et par des exportations dynamiques. De plus, l'amélioration graduelle du ratio de dette publique aurait également contribué à ces résultats selon Fitch : la dette du gouvernement central serait ainsi passée à 59,8 % du PIB fin 2024, soit 1,3 pp de moins qu'en 2023. Le passage sous les 60 % devrait permettre une plus grande flexibilité budgétaire. Pour rappel, la règle budgétaire établie dans la loi de 2018 sur le renforcement des dépenses publiques, limite la croissance des dépenses en fonction du ratio d'endettement du pays par rapport à son PIB. Plus le poids de la

dette est grand par rapport au PIB, plus les dépenses seront limitées (au-dessus des 60 %, l'augmentation des dépenses courantes ne peut pas dépasser 65 % de la croissance moyenne du PIB nominal des quatre années précédentes ; en dessous des 60 %, cette augmentation peut atteindre 75 % de cette croissance moyenne du PIB nominal).

Les investissements directs étrangers (IDE) auraient généré plus de 8 000 emplois au Costa Rica en 2024 selon l'Agence de promotion du Commerce Extérieur (Procomer). Quelques dizaines de nouveaux projets destinataires d'IDE auraient été identifiés, ainsi qu'une vingtaine de nouveaux pays investisseurs. Au Costa Rica, environ 960 entreprises receveuses d'IDE opèreraient dans les secteurs des services (36,3 %), du commerce (24,5 %), de l'industrie manufacturière (16,1 %), des dispositifs médicaux (8,9 %), de l'agroalimentaire (7 %), du tourisme (4,8 %) et de la gestion des parcs (2,4 %), selon les données de Procomer jusqu'en novembre dernier.

El Salvador

Le conseil d'administration du FMI a approuvé le 26 février un accord de 1,4 Md USD au titre du mécanisme élargi de crédit (MEDC) pour le Salvador. Cette approbation permet un décaissement immédiat d'environ 113 M USD. Selon le FMI, l'accord devrait catalyser un soutien financier multilatéral supplémentaire, pour un financement global combiné de plus de 3,5 Mds USD sur les 40 mois du programme. Selon le communiqué du FMI, « *le programme vise à corriger les déséquilibres macroéconomiques et à renforcer la gouvernance et la transparence, afin d'améliorer les perspectives de croissance et la résilience du pays* ».

En 2024, 65 % de l'énergie générée pour la consommation des ménages, la grande industrie et le commerce provenait de sources renouvelables. Selon le rapport annuel de l'*Unidad de Transacciones* (UT, structure administratrice du marché électrique salvadorien), les principales sources ont été l'hydraulique (27 %) et la géothermie (19 %). Le directeur général de l'Energie, des Hydrocarbures et des Mines, Daniel Álvarez, a fait état de la volonté du pays de développer massivement ses investissements dans la géothermie et le nucléaire au cours des prochaines années.

Guatemala

Le gouvernement a lancé le 26 février à Cobán (département d'Alta Verapaz), le programme « *Rutas para el Desarrollo* » (Routes vers le développement) qui vise à améliorer le réseau routier sur 4 820 kilomètres. Le programme vise à faciliter la mobilité dans les zones où l'extrême pauvreté est la plus élevée, en particulier les Verapaces, l'Altiplano Occidental et le Corredor Seco. Le projet, coordonnée par

le ministère des Communications, des Infrastructures et du Logement (CIV), sera mis en œuvre par le corps des ingénieurs de l'armée. Actuellement, plus de 9 700 kilomètres de routes (soit plus de la moitié du réseau) ne sont pas asphaltées, dont 5 000 kilomètres de routes nationales et départementales.

L'*Empresa Portuaria Quetzal* (EPQ) a signalé que 29 portes-containers sont dans l'attente de déchargement des marchandises, principalement du minerai de fer et des céréales, résultat de la congestion chronique de Puerto Quetzal. Le manque de postes d'amarrage et les retards qui s'ensuivent dans la chaîne logistique induisent des dépassements de coûts pouvant atteindre 100 000 USD par jour. EPQ a indiqué travailler à la mobilisation en urgence de grues supplémentaires. La congestion à Puerto Quetzal résulte d'un sous-investissement continu au cours des quarante dernières années.

Nestlé a investi 5 M USD dans un Centre d'analyse de données et d'intelligence artificielle (CADIA), inauguré le 25 février au sein des locaux du groupe à Guatemala City. Ce centre a vocation à optimiser les processus de commercialisation par le traitement de données en temps réel, et transformer la gestion opérationnelle du groupe, avec l'amélioration attendue, grâce à l'IA, de la planification logistique, des délais de réponse aux clients et de l'efficacité de la chaîne d'approvisionnement. Le centre doit générer plus de 1 500 emplois directs et indirects, et confirme l'intérêt fort du groupe pour le Guatemala, où ses investissements sur les cinq dernières années dépassent 85 M USD.

Honduras

Le déficit commercial du Honduras se serait creusé de 8,7 % g.a. en 2024, pour atteindre 8,5 Mds USD. Selon la Banque centrale du Honduras (BCH), les exportations ont totalisé 11 Mds USD, soit une baisse de 2,7 % g.a. due en particulier à la réduction des ventes de bananes, café, huile de palme et crevettes, affectées par des phénomènes climatiques, des prix internationaux bas, des pénuries de main-d'œuvre et une demande extérieure moindre. Les marchandises générales représentent 51 % des exportations, les biens de transformation 49 %. Les importations ont totalisé 19,6 Mds USD, en augmentation de 2 % g.a., avec une hausse des achats de nourriture et boissons, matériel de transport et intrants pour les *maquilas* (en particulier textiles).

Nicaragua

Le ministre de l'Energie et des Mines, Salvador Mansell, a déclaré ce samedi 22 février que le pays a plus que doublé sa capacité installée de génération électrique depuis 2007, portée de 750 MW alors à près de 1 650 MW aujourd'hui. Sur la période, 33 centrales, d'une capacité totale de 894 MW, ont été inaugurées, le taux de couverture serait passé de 54 % (alors le plus faible de la région) à 99,5 % (le plus élevé, devant le Costa Rica), et la part des sources renouvelables dans la matrice du pays de 25 % à près de 70 %. Le ministre a par ailleurs déclaré que la capacité

serait accrue de 417 MW cette année, pour un investissement de 850 M USD, et de 342 MW en 2026, avec un investissement 405 M USD.

Panama

En janvier 2025, l'Etat panaméen aurait versé 444,6 M USD au titre du service de sa dette, dont 80 % aurait été consacré au paiement des intérêts, soit 355,3 M USD, en hausse de 18,9 M USD par rapport à janvier 2024. Selon le ministère de l'Economie et des Finances (MEF), le solde total de la dette s'élève à 53,65 Mds USD. Plus de 60 % de cette dette serait constituée d'émissions d'obligations sur les marchés internationaux, tandis que le reste proviendrait d'entités multilatérales comme la Banque mondiale ou la Banque interaméricaine de développement (BID). La majorité des paiements d'intérêts concerne les obligations en cours (269,2 M USD), suivis des intérêts sur la dette intérieure et des financements d'organismes multilatéraux. Le MEF cherche à réduire le poids de la dette par rapport au PIB et à renforcer sa stabilité budgétaire pour éviter une détérioration supplémentaire de sa note de crédit et assurer une gestion financière durable.

Le Procureur général de la République du Panama aurait déclaré inconstitutionnelle la loi portant sur le contrat de concession des terminaux portuaires de PPC (Hutchinson) après sollicitation de la Cour suprême de justice. Selon le Procureur, les décisions de l'Autorité Maritime de Panama de proroger automatiquement le contrat en 2021 seraient inconstitutionnelles car elles octroieraient des droits démesurés au concessionnaire au détriment de la concurrence, notamment le droit à des terrains initialement en dehors du champ de la concession initiale. Par ailleurs, certains articles de la Constitution relatifs à la protection de l'environnement auraient été enfreints. Le Procureur met en avant l'absence d'étude d'impact environnemental ainsi que le manque d'instruments de gestion environnementale. Il appartient désormais à la Cour suprême de justice de statuer après avoir recueilli les avis des institutions interrogées.

Caraïbes

Barbade

La Barbade aurait réalisé le premier échange dette-climat au monde en novembre 2024, lui permettant d'économiser 110 M USD d'intérêts sur 10 ans et de réaffecter ces fonds sur des projets renforçant la résilience climatique. D'après la Banque centrale de la Barbade, le pays s'est imposé comme un leader mondial dans l'adoption de nouveaux instruments financiers visant à renforcer la résilience climatique et à soutenir une croissance économique durable. Un prêt syndiqué aurait permis de racheter et de réorienter 296 M USD de dette intérieure vers des

objectifs stratégiques. Les économies réalisées sur les intérêts pourraient financer le projet pour la résilience climatique de la Barbade via la récupération des eaux de la côte sud (SCWR). Le SCWR est cofinancé par des prêts de la Banque interaméricaine de développement (à hauteur de 80 M USD) et du Fonds vert pour le Climat (GCF) (60 M USD), ainsi que par une subvention de 80 M USD du GCF. Le projet comprend la construction d'une usine de traitement des eaux et d'installations connexes pour améliorer la gestion de l'eau, assurer la qualité de l'eau pour l'irrigation agricole et recharger les aquifères.

Cuba

Cuba inaugure son premier parc solaire. Vendredi 21 février, le pays a mis en service son premier parc solaire photovoltaïque, premier d'un ambitieux projet national destiné à moderniser son réseau électrique. Avec une production initiale de 21,8 MW, ce parc devrait permettre la réduction progressive des coupures de courant dans une des municipalités au sud de La Havane. Le gouvernement cubain prévoit la construction de 55 parcs solaires d'ici la fin de l'année, avec une capacité totale de 1 200 MW. À l'horizon 2028, Cuba ambitionne de porter sa capacité de production solaire à 2 000 MW, ce qui permettrait d'augmenter la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique national à 37 %. Actuellement, les sources renouvelables représentent moins de 5 % de la production électrique du pays, le reste étant majoritairement assuré par des centrales fonctionnant aux combustibles fossiles.

Cuba et la FAO ont lancé un nouveau programme de sécurité alimentaire. L'accord vise à soutenir la restauration de l'environnement (7 000 hectares de terrains agricoles et 600 hectares de forêts), tout en augmentant la production d'aliments. Le programme, d'une durée de 5 ans, sera financé par la FAO, dont la contribution s'élèverait à 9,3 M EUR. Cette initiative, qui comprend trois volets (pêche, sylviculture et agriculture), bénéficiera à 10 municipalités situées dans l'ouest du pays.

En 2024, le commerce extérieur cubain est marqué par une baisse des importations, auquel s'ajoute un investissement étranger insuffisant. Le ministère du Commerce extérieur et de l'Investissement étranger a indiqué que les exportations cubaines ont enregistré une baisse progressive. Fin 2024, les exportations de biens ont ainsi atteint 65 % du plan de production établi. Sur les postes traditionnels, seules les exportations de tabac augmentent, en raison de l'augmentation du prix. Les exportations de service ont, quant à elle, atteint 69 % des prévisions établies. Quant à l'investissement étranger, le pays compte actuellement 359 projets déjà opérationnels, provenant de 40 pays. Si les chiffres n'ont pas été communiqués, les autorités ont confirmé que le volume d'investissement demeure éloigné de ce dont aurait besoin le pays pour relancer l'économie.

République Dominicaine

Selon l'indicateur EMBI[1] de JP Morgan, notamment utilisé comme outil dans l'analyse risque-pays, le risque de crédit des obligations souveraines de la République dominicaine a nettement diminué en février 2025, atteignant 200 pdb, un niveau nettement inférieur à celui de la Colombie (316), du Mexique (301) et du Panama (277). Cette diminution significative de l'EMBI reflète la confiance croissante des investisseurs étrangers, faisant du pays le premier bénéficiaire d'IDE de la région Amérique centrale et Caraïbes (4,5 Mds USD en 2024). Cette dynamique s'accompagne également d'une stabilité notable du secteur financier et d'une réduction de la dette publique à 57,5 % du PIB en 2024. Selon l'agence de notation Fitch Ratings, le pays est le seul de la région à bénéficier d'une perspective « positive » et se voit attribuer une note de BB- pour sa notation souveraine à long terme. De son côté, Moody's maintient la note souveraine de la République dominicaine à Ba3, tandis que S&P lui attribue une note de BB.

En 2024, les exportations de marchandises auraient atteint un niveau sans précédent de 12,9 Mds USD, soit une croissance de 8,3 % g.a. et de 28,2 % par rapport à 2019. Cette tendance positive se maintient en janvier 2025, avec un record historique des exportations dominicaines atteignant 979 M USD, selon Prodominicana. Par ailleurs, les entrées de devises étrangères dans le pays l'année dernière se seraient élevés à environ 43 Mds USD, attestant de l'attractivité du pays sur les marchés internationaux.

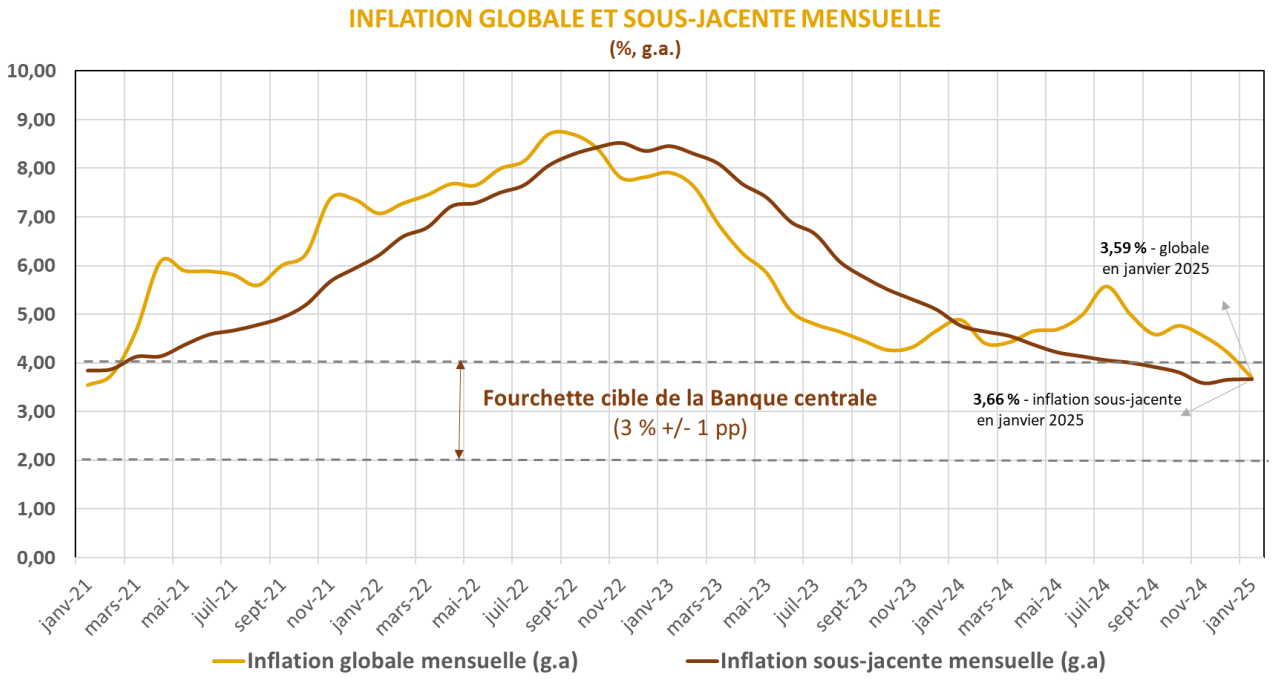
[1] Emerging Market Bond Index (EMBI) – JP Morgan

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

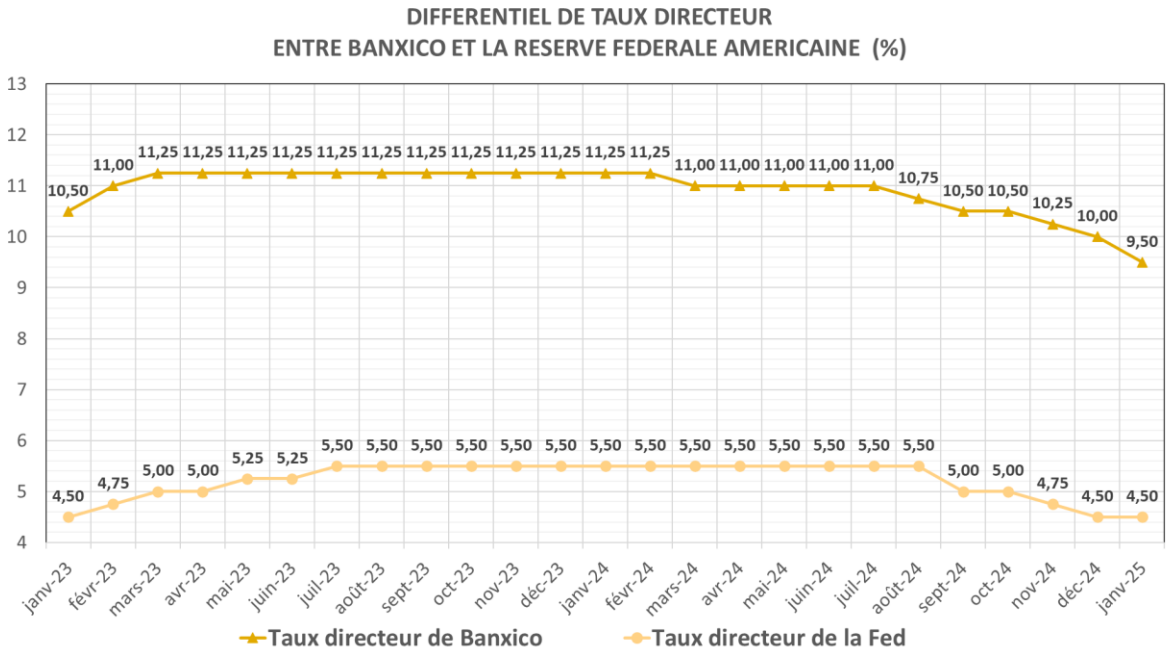
Pays	Population (millions d'hab., 2022)	PIB nominal (Mds USD, 2023)	Croissance du PIB 2021	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Prévision FMI 2024	Prévision FMI 2025	Dette publique (% PIB, 2024, prév FMI)	Inflation (2024, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	132,3	1 788,8	6%	3,7%	3,2 %	1,8%	1,4%	57,7%	4,7%	9,50%
Belize	0,4	3,1	17,9 %	9,8%	4,7 %	5,4%	2,5%	62,7%	3,3%	2,25 %
Costa Rica	5,3	86,5	7,9 %	4,6 %	5,1 %	4 %	3,5%	61,2%	-0,3%	4,00%
Guatemala	17,9	104,4	8 %	4,2%	3,5 %	3,5 %	3,6%	27,8%	3,6%	4,50%
Honduras	10,7	34,3	12,6%	4,1%	3,6%	3,6%	3,5%	43,9%	4,6%	5,75%
Nicaragua	6,7	17,4	10,3 %	3,8 %	4,6%	4,0%	3,8%	39,3%	5 %	6,75%
El Salvador	6,4	34	11,9 %	2,8 %	3,5 %	3,0%	3,0%	84,8%	1,0%	--
Haïti	12,4	19,6	-1,8%	-1,7 %	-1,9 %	-4,0%	1,0%	14,0%	26,0%	10,00%
Jamaïque	2,8	19,3	4,6 %	5,2 %	2,6%	1,3%	2,1%	67,9%	5,8%	6,25%
Panama	4,5	83,4	15,8 %	10,8 %	7,3 %	2,5 %	3,0%	54,6%	1,3%	--
République Dominicaine	10,8	121,8	12,3 %	4,9 %	2,4 %	5,1%	5,0%	59,2%	3,4%	5,75%
Cuba	11,2	25,3	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	--	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Octobre 2024

– Annexe Graphique Mexique –



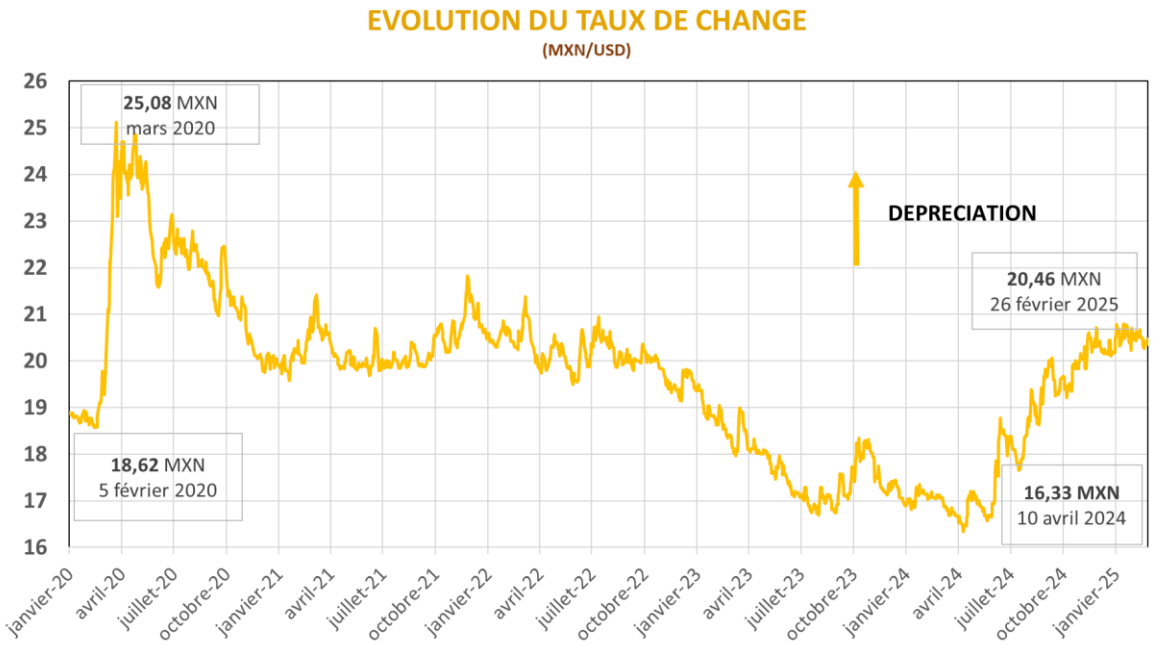
Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique



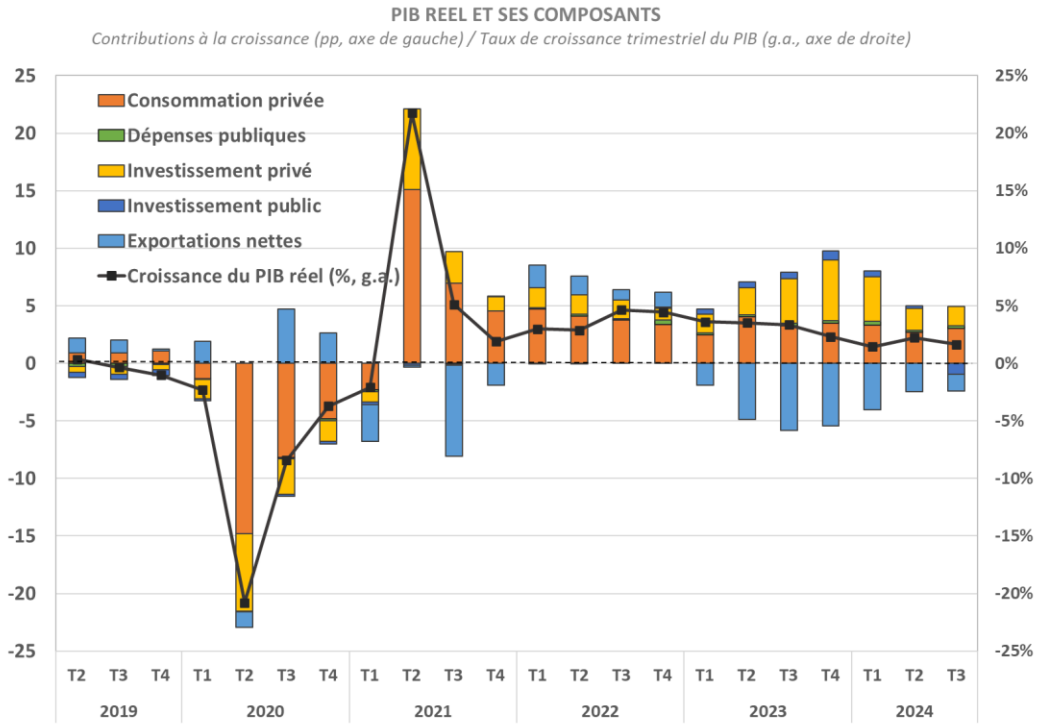
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575
sept-23	11,25	5,50	575
oct-23	11,25	5,50	575
nov-23	11,25	5,50	575
déc-23	11,25	5,50	575
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11,00	5,50	550
avr-24	11,00	5,50	550
mai-24	11,00	5,50	550
juin-24	11,00	5,50	550
juil-24	11,00	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,50	5,00	550
oct-24	10,50	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550
déc-24	10,00	4,50	550
janv-25	9,50	4,50	500

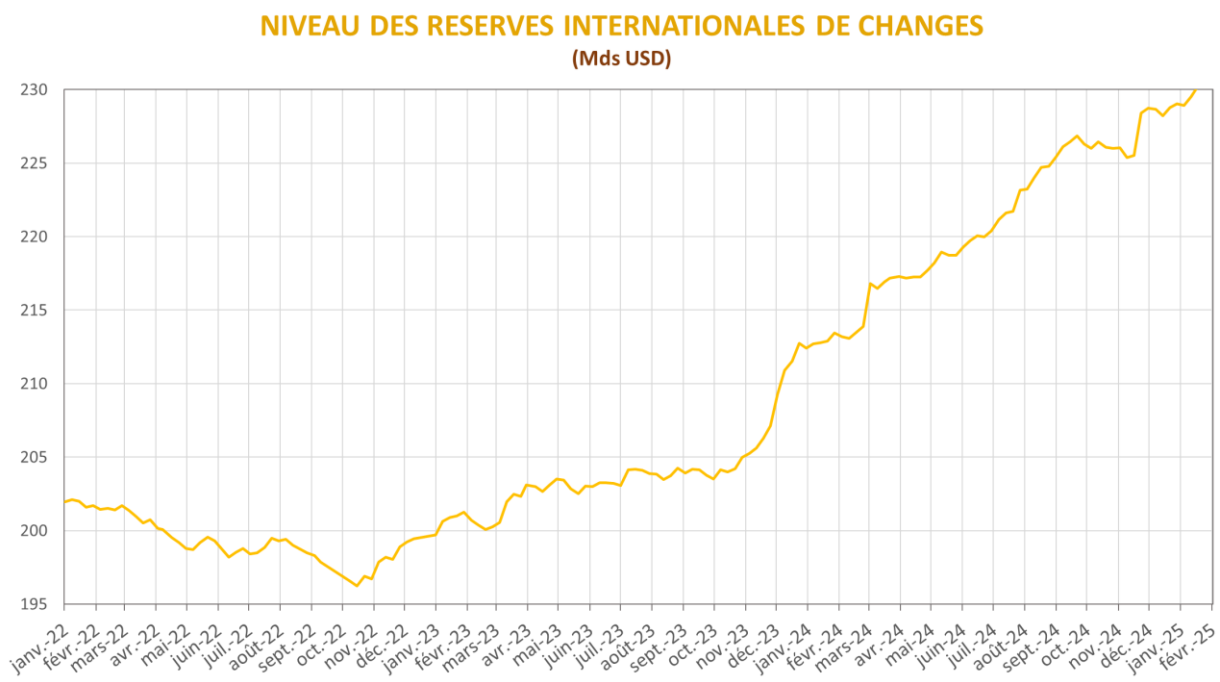
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine



Source : Banque centrale du Mexique



Source : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières (calculs : SER)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr